



La lettre de « La Chine hors les murs » est publiée par l'Observatoire de la mondialisation chinoise créé en 2014 par la Commission Asie Pacifique des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Les opinions exprimées dans ses articles n'engagent pas le Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Pour tout renseignement, écrivez à chinehorslesmurs@cnccef.org.

SOMMAIRE

■ Edito : La visite officielle du Premier ministre français en Chine, par Sybille Dubois Fontaine Turner	p. 1
■ Secteur : La « maritimisation » chinoise (1 ^{ère} partie), par Christophe Granier	p. 2
■ Les groupes chinois mondialisés : Tongwei, par le Comité France Chine	p. 5
■ Point d'actualité : Blockchain et transformation quantique, par Gilbert Réveillon	p. 5
■ Tribune : Mieux accueillir les étudiants chinois en France, par Anne Taupin	p. 7
■ BRI Digest : Vues des routes de la soie : La BRI vue de Hong Kong, par Karine Hirn	p. 9
Actualité de la BRI, par Christophe Granier	p. 10
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Christophe Granier	p. 11
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le Comité France Chine	p. 14

EDITO ...

LA VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE FRANÇAIS EN CHINE DE RETOUR DE CHINE... ET DÉJÀ ENVIE DE REPARTIR ?

Une délégation d'affaires nombreuse et multi-facettes

Il soufflait un vent de fraîcheur dans la délégation d'affaires du Premier ministre Edouard Philippe du 22 au 25 juin dernier. Pour sa première visite en Chine dans ses nouvelles fonctions, le Premier Ministre avait souhaité se faire accompagner d'une délégation particulièrement importante de chefs d'entreprises de toutes générations. Les 53 entreprises, dont 15 startups, 21 PME/ETI et 18 grands groupes représentaient des secteurs économiques très variés allant du numérique à la consommation, en passant par l'environnement, les loisirs, l'industrie ou la finance.

Comme les années précédentes, le Comité France Chine s'était vu confier par Matignon l'accompagnement de cette délégation d'entreprises pour lesquelles il a monté un programme de rencontres et d'échanges afin de leur décrypter la réalité locale, les accompagner et valoriser des contacts avec les entreprises chinoises. La présence de 6 ministres et secrétaires d'Etat aux côtés du Premier Ministre a permis des programmes parallèles dans leurs secteurs privilégiés et la multiplication de contacts utiles pour faire avancer les dossiers des entreprises.

Une visite longue, porteuse de messages politiques et économiques

En habitué de la Chine qu'il visitait pour la 12^{ème} fois, Edouard Philippe a pris son temps, ce qui est toujours apprécié des autorités chinoises : pour les entreprises 4 jours pleins et 3 villes, de la moderne Shenzhen, en passant par la Shanghai innovante et la capitale politique et traditionnelle de Pékin. 6 mois après la visite d'Etat du Président, ce premier déplacement d'Edouard Philippe a porté la marque de la constance des engagements français et de l'intensité des relations franco-chinoises.

Prenant l'exemple de l'Initiative BRI, le Premier Ministre a confirmé la volonté de la France et de ses entreprises de travailler avec la Chine sur des projets concrets, en gardant constamment à l'esprit la nécessité de la réciprocité et de la transparence. La France a joint sa voix à celle de l'Europe pour défendre les règles du multilatéralisme et du commerce international. Face à des Etats-Unis affichant une méfiance vis-à-vis de ces règles et aux craintes chinoises vis-à-vis d'un protectionnisme européen, ces déclarations ont été fortement exprimées lors de l'entretien entre la délégation d'affaires, le Premier ministre Li Keqiang et son homologue français.

Dans une Chine de plus en plus politisée, ce type de visites a un effet catalyseur sur les négociations et la signature de contrats (moins nombreux aujourd'hui, nombre d'accords ne se concluant plus lors des voyages officiels). Les accords signés l'ont été dans de nombreux secteurs pour une coopération allant du juridique au spatial, au « *green manufacturing* » en passant par la réouverture du marché chinois au bœuf français, interdit depuis la crise de la vache folle en 2001.

Une visite utile pour les entreprises

La visite officielle a permis de découvrir, toucher et comprendre la Chine moderne et innovante avec laquelle de nouvelles entreprises ont pu se connecter. Le programme portait notamment autour de l'Innovation et de l'économie verte, domaines sur lesquels les entreprises françaises, qu'elles soient des startups ou leaders mondiaux, ont pu valoriser leurs produits et services qui répondent aux nouveaux besoins chinois.

Cette visite aura été un réel accélérateur pour les entreprises en leur apportant une reconnaissance sans pareil en tant que membre de la délégation ainsi qu'un maximum de contacts, opérationnels comme de haut niveau avec des entreprises expérimentées ou avec des entrepreneurs chinois.

Sans aucun doute en retireront-elles qu'on ne peut développer son entreprise sans prendre en compte dans sa stratégie une Chine devenue incontournable et qui évolue constamment, dans son territoire et hors de Chine. Elles sont ainsi rentrées avec une profonde envie de repartir.

■ Sybille Dubois Fontaine Turner, CCE Paris, Comité France Chine

SECTEUR ■■■

LA MARITIMISATION CHINOISE : UNE VISION GLOBALE (1^E PARTIE)

La Lettre de « la Chine hors les murs » a déjà évoqué dans ses numéros 15 (janvier 2017) et 19 (septembre 2017) la **géostratégie portuaire** puis la **construction navale civile** chinoises. Le large domaine des activités maritimes recouvre d'autres secteurs dans lesquels la Chine démontre sa puissance et son désir constant d'expansion au niveau mondial.

Partie intégrante de la politique de mondialisation de la Chine, le soutien gouvernemental à l'ensemble des activités liées aux océans s'est renforcé au cours des dernières décennies. D'une part, le plan « Made in China 2025 » présenté en 2015 donne la priorité à onze catégories de biens d'équipements parmi lesquels l'architecture navale et les techniques d'exploration et d'exploitation des océans. Parmi les neuf objectifs retenus dans ce plan, on retient la concentration des efforts pour obtenir des résultats dans dix domaines, y compris le développement des équipements d'ingénierie maritime et la construction navale de haute technologie. D'autre part, le lancement fin 2013 des Routes de la soie maritimes du XXI^e siècle dans le cadre de la BRI dirige une partie des flux financiers vers le financement des infrastructures maritimes, fixes, mobiles et intellectuelles, des quais de ports jusqu'aux navires de transport et à la formation de spécialistes.

Si ces nouvelles orientations concernent en priorité la construction navale et la recherche, l'ensemble du secteur maritime bénéficie depuis leur mise en place d'une focalisation d'intérêt, de subventions et d'un appui non négligeable des autorités. Nous examinons ci-après les activités maritimes de base correspondant aux secteurs primaire et secondaire.

LA PÊCHE, SECTEUR SOUS DOMINATION CHINOISE À L'AVENIR INCERTAIN

La Chine est le premier producteur mondial de poisson et autres animaux aquatiques (environ 50mt par an sur un total oscillant autour de 100mt). Elle en est aussi depuis 2002 le plus grand exportateur devant la Thaïlande et la Norvège, et assure couramment entre 10% et 20% des exportations mondiales de produits de la pêche.

Les informations collectées durant cinq ans par l'organisation à but non lucratif Global Fishing Watch constituent à ce jour la base de données la plus complète sur l'activité halieutique. Selon celles-ci, les opérations de la flotte de pêche chinoise dépassent les chiffres combinés des 10 pays suivants sur un rayon d'action lui-même inégalé. Au cours de l'année 2016, les navires de Chine continentale ont accumulé environ 17m d'heures de pêche, précédant Taiwan qui en comptait 2,2m. Selon Greenpeace, les navires chinois de pêche en eau profonde représentent à eux seuls plus de 2500 unités réparties dans le monde entier. Ils ne sont souvent pas les bienvenus au large de certains pays refusant l'autorisation de pêcher dans leurs zones économiques exclusives (125 miles ou 200km de la côte). Des chalutiers chinois ont été arraisonnés en 2017 au large du Sénégal, de la Guinée, de la Sierra Leone et de la Guinée Bissau et en 2018 au Libéria. En 2016, un garde-côte a coulé un chalutier chinois qui pêchait illégalement dans les eaux territoriales argentines.

Les zones maritimes dans lesquelles la pêche produit la quantité de ressource la plus importante sont les plateformes continentales de la mer de Chine suivies par celles d'Europe du Nord puis du Sud. Deux autres zones où la proportion de la ressource locale collectée par les navires chinois est la plus élevée sont les côtes d'Afrique de l'ouest et d'Amérique du sud-ouest. Un recensement récent établi par Greenpeace fait état de la présence de plus de 400 chalutiers chinois de haute mer au large des côtes d'Afrique occidentale (soit plus de 70% de la flotte chinoise positionnée autour de l'Afrique), qui profitent clairement de l'absence de moyens de contrôle des pays riverains.

La protection de la ressource de la zone proche de mer de Chine du sud est à l'origine de cette pêche lointaine qui peut nuire aux intérêts des pays riverains concernés. Ceci est surtout vrai en Afrique de l'ouest où la destruction progressive de la ressource est compensée très temporairement par le conditionnement réalisé sur place. Peu satisfaits du reliquat de poissons de qualité inférieure laissé après le passage des chalutiers, les pêcheurs artisanaux africains revendent leurs prises aux navires - usines chinois qui les retraitent en différents produits. L'épuisement proche programmé de la ressource mettra à bas cette économie quasi-circulaire à laquelle le pêcheur local est assujéti. Quant aux emplois à bord des chalutiers chinois offerts aux travailleurs locaux, ils sont éminemment précaires.

En mer de Chine du sud, une période d'interdiction (qui atteint un record cette année en s'étendant du 1^{er} mai au 16 août) a pour objet de laisser la ressource se régénérer. Edictée par Pékin, cette décision est systématiquement ignorée par les pays limitrophes, le ministère vietnamien des pêches allant jusqu'à recommander expressément à sa flotte de désobéir aux instructions chinoises. Le 22 mai, des navires de pêche vietnamiens ont été expulsés par les garde côtes et militaires chinois d'une zone contestée. En Chine même, cette interdiction saisonnière est compensée par des subsides en carburant, l'aide à la construction de nouveaux navires et l'extension de zones de capture, dont l'effet pervers est d'inciter les opérateurs à aller chercher toujours plus loin de nouveaux territoires de pêche.



Dans les domaines de la pêche en eaux territoriales étrangères et de la protection quantitative de la ressource, les autorités chinoises se trouvent souvent démunies devant les initiatives prises par des éléments de leur propre flotte. Ceci est encore plus vrai en ce qui concerne la protection qualitative et l'interdiction concernant certaines espèces protégées. A la suite de l'arraisonnement en 2017 par l'Equateur d'un navire frigorifique transportant 6233 carcasses de requins protégés pêchés dans les eaux interdites des îles Galapagos, le ministère chinois de l'Agriculture a temporairement suspendu les opérations des 78 navires hauturiers de l'entreprise concernée (Fuzhou Honglong).

Le Fu Yuan Yu Leng 999, blacklisté après l'affaire des requins (Photo VCG)

Le secteur de la pêche est encore très largement contrôlé par les sociétés d'état, en tête desquelles figure **China National Fishery Corp.** (CNFC), opérateur principal des flottes actives dans les eaux lointaines. Si le rayon d'action des pêcheurs chinois est planétaire, ce n'est qu'à Taïwan et surtout à Hong Kong que des groupes de Grande Chine ont entamé un processus réel de mondialisation par acquisition d'actifs à l'étranger, parfois hasardeux comme l'a montré en 2016 la faillite retentissante de la société China Fishery, propriété de la famille Ng, qui avait acheté pour 800m USD en 2014 le péruvien Copeinca, ruiné par l'impact du phénomène El Nino.

Selon le périodique Science Advances, les subventions accordées aux pêcheurs hauturiers par leur gouvernement placent la Chine au 3^e rang mondial après le Japon et l'Espagne, à quasi égalité avec la Corée du Sud.

Plus loin, plus profond, plus diversifié

La raréfaction de la ressource a incité le gouvernement à édicter des mesures de réduction autoritaires, l'objectif étant de limiter le nombre total de navires à 20 000, dont 3000 de haute mer en 2020. Un accord avec huit pays et l'Union européenne a été signé en décembre 2007 pour stopper la pêche dans l'océan glacial arctique. Si des corrections doivent être apportées aux déclarations de prises, parfois majorées en Chine quand elles sont minorées dans d'autres pays par crainte d'accusation de pillage environnemental, il est admis que les sociétés chinoises pêchent 18% de la ressource capturée en haute mer, et réexportent la moitié de ces prises. Principale prise de remplacement des espèces menacées, le calamar représente la moitié du total pêché. Si l'Argentine a contraint par la force les chalutiers chinois à s'éloigner, ceux-ci campent à la limite des eaux territoriales péruvienne et chilienne, épuisant le stock du calamar volant Jumbo, dont le goût insipide est masqué par un traitement mis au point par les ingénieurs agroalimentaires de Pékin.

La technologie maritime vient au secours de cette recherche de nouvelles ressources, subventionnée par des fonds publics. Le China Ship Development & Design Center, entité de China Shipbuilding, met au point des bateaux réservés aux pêcheurs chinois pour capturer en Antarctique le krill, crustacés minuscules qui sont la nourriture principale des cétacés géants et dont l'épuisement mettrait l'équilibre biologique sous-marin en grand danger. A titre de confirmation, le même centre édite avec le Ministère de l'Agriculture le premier manuel de construction de navires de pêche polaire.

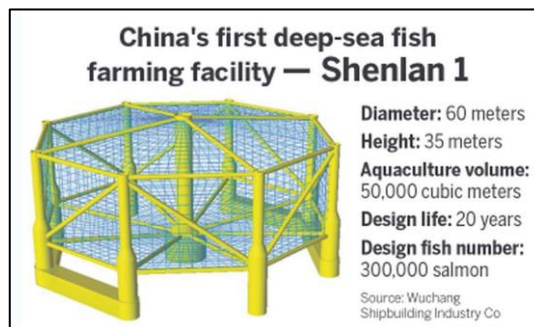
L'AQUACULTURE, ACTIVITÉ TRADITIONNELLE EN TRANSITION D'EXCELLENCE

Il est probable que l'aquaculture a vu le jour en Chine dans des temps assez reculés (il y a 3 500 ans environ) mais elle a longtemps été limitée aux eaux douces des étangs et des rivières. Dans la production de produits comestibles aquatiques, l'aquaculture (30mt/an sur un total mondial de 75mt) représente en Chine une proportion supérieure à celle constatée dans les autres grands pays maritimes industrialisés et se positionne au premier rang dans le monde devant l'aquaculture indienne, plus de dix fois inférieure. La production a triplé au cours des vingt dernières années.

La superficie purement marine utilisée par la Chine pour l'aquaculture a quintuplé au cours des années 1990 sous le double effet des incitations publiques et d'une consommation en hausse très nette. Malgré cette expansion, des incidents majeurs comme l'infection virale des crevettes en 1996 ont parfois amputé brutalement la production de moitié. L'ordre de réduire la production (de poisson pêché comme de poisson élevé) s'est accompagné d'un effort important en matière de recherche en technologie appliquée. Les consignes de faire passer la qualité avant la quantité ont été suivies et la production aquacole a baissé en 2017. Les mesures de modernisation et de rationalisation devraient permettre d'augmenter désormais cette production aquacole de 30% à l'horizon 2025 alors que la pêche verrait le total de ses prises se stabiliser si ce n'est se réduire.

L'une des limites de cette activité piscicole en forte augmentation est l'usage circulaire des produits de bas de gamme de la pêche sauvage (elle-même limitée) pour nourrir les poissons en ferme.

Pour parvenir à son objectif de qualité, la Chine espère coopérer avec des pays spécialisés dans le secteur comme la Norvège, mais développe déjà ses propres capacités. Grâce à la collaboration de spécialistes militaires en matière sous-marine, le constructeur Wushang Shipbuilding - fournisseur de fermes norvégiennes - a mis au point une cage à saumons circulaire submersible pouvant descendre automatiquement dans les eaux profondes plus froides pour sauvegarder l'espèce, même dans les mers chaudes.



Wuchang Shipbuilding Industry, filiale de CSIC, vient de mettre en chantier la plus grande pêcherie intelligente au monde, composée de trois plateformes de 110m sur 75 pouvant produire 6000t de poisson chacune, résister aux typhons les plus puissants et être pilotées d'une plateforme de contrôle par seulement 9 employés. Le même constructeur a livré en juin 2017 au norvégien SalMAR un véhicule semi-submersible de soutien dernier cri.

Le secteur possède plusieurs acteurs d'importance, le plus prometteur étant - sans doute - le groupe polyvalent **Tongwei**, qui est devenu le premier producteur mondial de nutriments pour fermes aquacoles et rêve de détrôner un jour le champion mondial du secteur. Avec ces leaders de taille mondiale, la Chine exporte une bonne part de ses produits et progresse rapidement dans la recherche appliquée.

LES RESSOURCES OCÉANIQUES NON HALIEUTIQUES : UN NOUVEL ELDORADO

La Chine prend une part croissante dans l'exploitation des richesses minérales et énergétiques des zones océaniques mais surtout a décidé d'y investir significativement dans le cadre de son plan « Made in China 2025 ».

Préparée en amont par une exploration sous-marine active (sur laquelle nous reviendrons dans un prochain article concernant les services et le tertiaire marin au sens large), l'exploitation des fonds sous-marins fait partie des priorités politiques chinoises, tant en matière économique qu'en matière d'influence. Le conflit frontalier de la mer de Chine du sud est un exemple de l'ingérence chinoise qui peut être considéré comme la première étape d'un plan plus vaste.

Les ressources minérales représentent un objectif stratégique majeur : nickel, cobalt, cuivre, manganèse, terres et métaux rares sont contenus dans les nodules qui tapissent les fonds de certaines zones océaniques. L'effort du complexe politico-industriel chinois vise à se doter de moyens techniques efficaces autant qu'à obtenir des concessions auprès de pays amis ou avides de subventions. Les petits états du Pacifique sont à ce titre un champ d'influence important dans lequel les Etats-Unis et surtout l'Australie tentent de contenir les appétits chinois.

Sur le plan technologique, la Chine progresse dans sa mise au point d'équipements spécialisés. Suivant des plans établis par Nautilus Minerals, Mawei Shipbuilding a mis au point un navire d'extraction par chalutage de minéraux et métaux précieux en eau profonde qui sera mis en opération début 2019 au large de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Alertés par ces avancées, les concurrents de la Chine accélèrent leurs recherches, et la récente découverte par le Japon d'un très important gisement de nodules dans les eaux territoriales d'une de ses îles dans le Pacifique a été annoncée comme une victoire pleine de promesses.

L'extraction offshore des hydrocarbures est maîtrisée par les majors pétroliers chinois qui ont récemment obtenu des permis d'exploitation et concessions dans plusieurs endroits du globe. L'utilisation de leur capacité à traiter les gisements à haute température et haute pression (développée par CNOOC en mer de Chine du sud) permet à la Chine de se placer en 2^e position derrière les Etats-Unis dans ce domaine spécifique. Dans la transformation des produits pétroliers, la Chine a fait un effort majeur en décidant en juin 2017 d'investir 7md USD dans la technologie encore balbutiante des usines flottantes de gaz naturel liquéfié, avec pour objectif d'installer plusieurs unités au large des côtes africaines.

Dans le même secteur de l'énergie, la Chine gère depuis 1980 la 4^e usine marémotrice du monde sur la côte du Zhejiang mais peu de développements significatifs sont à signaler à ce jour dans le domaine de l'hydrolien bien que la Chine domine la construction mondiale de turbines de toutes catégories.

Un objectif de développement énergétique maritime indirect est constitué par le nucléaire embarqué. Technique d'origine russe ayant souffert du tarissement des subventions consécutif à l'effondrement de l'URSS, les mini réacteurs transportés sur barges ou sous-marins refroidis par l'eau de mer ont récemment connu un regain d'intérêt. Dans la course à leur mise au point, les progrès chinois ont été importants mais n'ont pas empêché la Russie de conserver son avance chronologique. La première barge équipée, l'*Akademik Lomonosov*, vient d'être lancée le 28 avril. Plusieurs unités semblent être aujourd'hui en voie d'achèvement dans les chantiers chinois, la première étant prévue en 2020. Leur usage est polyvalent : produisant l'énergie nécessaire aux chantiers maritimes comme les plateformes de forage pétrolier, ces centrales flottantes peuvent également à l'avenir participer à des opérations humanitaires au large de pays ravagés par des conflits ou des catastrophes naturelles. Dans un avenir assez proche, les pays de l'initiative BRI souffrant de déficit énergétique (Pakistan, Bangladesh, Myanmar) pourraient bénéficier de cette technologie. Le géant nucléaire CNNPC a établi une joint-venture spécialisée pour ce projet.

LE FUTUR DE L'ÉCONOMIE MARINE : LES SERVICES, LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS

Jusqu'il y a peu soutenue par un groupe de pression puissant au sein du gouvernement et du Parti, l'économie maritime chinoise croît rapidement, en taille comme en diversité. Dans une prochaine lettre, nous envisagerons son aspect tertiaire dans les services, le transport et les communications, et résumerons le développement du militaire, focale particulière d'intérêt des autorités pour tout ce qui concerne les océans, sixième partie du monde mais de loin la plus étendue, ouverte à la compétition globale dans laquelle la Chine est engagée.

■ Christophe Granier, CCE France

LES GROUPES CHINOIS MONDIALISÉS ...

TONGWEI : DE L'AQUACULTURE¹ À LA PRODUCTION D'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE

Fondé en 1984 avec pour activité initiale la production d'aliments pour fermes aquatiques dans la province du Sichuan, le groupe Tongwei est devenu un acteur majeur dans le domaine de l'aquaculture et des énergies nouvelles.



Classé 75^e parmi les 500 premières entreprises privées selon la Fédération Nationale de l'Industrie et du Commerce de Chine (FNICC) en 2017, Tongwei réalise un chiffre d'affaires de 56md CNY (7,4md EUR) en 2016. Il emploie aujourd'hui plus de 30 000 personnes dans environ 170 filiales et succursales, dont Tongwei Co. Ltd, filiale cotée en bourse à Shanghai depuis mars 2004. Devenu le premier producteur mondial de nutriments aquacoles et un des leaders chinois en énergie solaire photovoltaïque, Tongwei affiche son ambition de moderniser le secteur aquacole en Chine en adoptant des nouvelles technologies et en développant un modèle intégrant la pisciculture et le photovoltaïque flottant.

Un acteur majeur de la filière aquacole

Tongwei a opté pour une **intégration verticale**, allant de la production industrielle de nutriments aquacoles - domaine dans lequel l'entreprise capte plus de 20% du marché national - à l'élevage en ferme et à la distribution de poissons et crevettes. L'intégration de l'ensemble de la chaîne de valeur a permis au groupe d'accroître son ancrage en aval où les marges d'exploitation sont plus importantes. Son objectif est de devenir le fournisseur mondial de référence et de rivaliser à terme avec le leader mondial, le thaïlandais Charoen Pokphand. Le développement de Tongwei s'appuie d'une part sur sa capacité à réduire les coûts d'exploitation de ses fermes en produisant ses propres aliments, alevins et antibiotiques, et d'autre part sur son ancrage territorial auprès des pisciculteurs qui lui permet une connaissance sans égale du marché.

¹ Toutes activités de production animale ou végétale en milieu aquatique

La stratégie de Tongwei rejoint la vague de consolidation de l'ensemble du secteur chinois de l'aquaculture, en quête d'une croissance tirée par la recherche & développement et d'une rentabilité durable respectueuse de l'environnement.

Le groupe ambitionne de révolutionner le secteur de l'aquaculture en s'appuyant sur l'internet des objets, le cloud computing et les métadonnées, à travers sa filiale Tongwei Automation Co. Tongwei a ainsi amélioré considérablement l'efficacité de ses piscicultures en introduisant des systèmes informatisés d'alimentation et de surveillance en temps réel de facteurs tels que la qualité de l'eau ou la température dans les étangs d'aquaculture.

Dans le domaine aquacole, le groupe se développe également à l'international en multipliant les investissements et partenariats afin d'accélérer sa stratégie de montée en gamme et de renforcer sa capacité de production et de vente. Tongwei s'associe en 2015 au groupe danois BioMar pour créer une joint-venture visant l'exploitation de produits à haute valeur ajoutée. Le groupe détient actuellement sept sites de production d'aliments en dehors de Chine, ce qui représente 6md CNY (0,8md EUR), soit 8% de l'actif de Tongwei Co., Ltd. A sa présence de longue date dans les pays de l'Asie du Sud-Est (Vietnam, Indonésie et Bangladesh) s'ajoute désormais le continent africain, qui constitue pour Tongwei un fort potentiel de vente et de production aquacole.

Diversification dans le photovoltaïque

En parallèle, le groupe s'est lancé dans la production d'énergie solaire photovoltaïque depuis 2006. Complémentaire de la pisciculture, cette activité lui permet de déployer des panneaux solaires sur ses domaines agricoles et aquacoles tout en bénéficiant des incitations gouvernementales liées au développement de cette énergie renouvelable. Tongwei a engagé pour cela une stratégie de croissance externe. En 2008, il rachète Yongxiang, spécialiste en silicium polycristallin, puis en 2013 Saiwei Solar Energy, dédié à la fabrication des modules photovoltaïques. Ces acquisitions permettent au groupe d'être présent sur toutes les phases de la production d'énergie solaire en développant un modèle unique de photovoltaïque flottant et en installant des parcs solaires sur des bassins d'élevage. De récents investissements réalisés par le biais de ses filiales à Hefei et à Chengdu ont continué à renforcer la position de Tongwei comme fournisseur national de référence que ce soit en termes de capacité ou de qualité de la production d'énergie solaire.

Tongwei continue d'élargir son champ d'activités en se diversifiant dans la production d'aliments pour animaux de compagnie, la construction et l'immobilier.

A travers sa philosophie « **Pour une vie meilleure** », le groupe souhaite inscrire l'ensemble de ses activités dans une démarche de développement durable en proposant une alimentation plus saine et en produisant une énergie respectueuse de la planète avec le photovoltaïque.



A la tête de Tongwei, **LIU Hanyuan** a débuté à l'âge de 17 ans comme technicien dans la régie communale de l'eau et l'électricité de Meishan dans le Sichuan, après une formation de 3 ans à l'école de pêche du Sichuan. En 1984, il invente une méthode particulière d'élevage de poissons qui marque le début de sa carrière dans l'aquaculture. La même année, avec le soutien de ses parents, il crée à Meishan l'entreprise aux origines du groupe Tongwei. En 2002 puis en 2003, il figure sur la liste des 40 personnes de moins de 40 ans les plus riches du monde du magazine Fortune (Fortune 40 Under 40).

■ Présenté par le Comité France Chine (Eléonore William)

POINT D'ACTUALITÉ ...

BLOCKCHAIN ET TRANSFORMATION QUANTIQUE : NOUVEAUX AXES DE CONQUÊTE POUR LA CHINE

Les blocs de données cryptées : des projets à la chaîne

La technologie de stockage et de transmission de données cryptées sans organe de contrôle institutionnel (blockchain) fait l'objet de réflexions généralisées dans l'industrie et les services. Beaucoup de plateformes et d'éditeurs existent sur chaque verticale industrielle mais avec une logique d'écosystèmes transverses.

L'initiative BRI des nouvelles routes de la soie n'y échappe pas avec le transport de fret, cœur du dispositif générant un flux massivement prioritaire d'est en ouest (90% de la valeur des marchandises transportées sur cet axe vont de Chine vers l'Europe). L'infrastructure est présente : 90% des minages de Bitcoin étaient déjà en Chine, les projets de blockchain sont favorisés sur le marché domestique avec cinq grandes zones prioritaires : aménagement réglementaire à l'image des légendaires et florissantes zones de libre-échange comme celles du Delta de la Rivière des perles ou de Shanghai, et l'ouverture internationale est décuplée grâce au commerce électronique transfrontière (Alibaba, Tencent, JD), tout ceci :

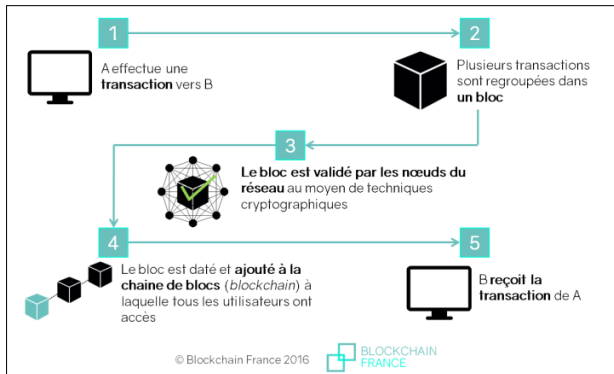
- après la nécessaire restriction fin 2017 des émissions de cryptomonnaies, elle-même consécutive à la loi de 2006 interdisant l'usage du QQ Coin en dehors des jeux mobiles de Tencent ;
- et après la réglementation des 10 000 et plus plateformes de financement participatif et prêts P2P en 2016 pour protéger les communautés chinoises des risques de défaut et du foisonnement des opérateurs.

Pour le régulateur chinois, cette intervention s'impose et ne vient en rien discréditer les sous-jacents technologiques du Bitcoin, crypto-actif pour le moins spéculatif et manipulé a contrario des architectures décentralisées, des consensus de validation et du standard ECR20.

Avec la blockchain, le sujet pertinent est d'illustrer une nouvelle ère de la confiance des échanges, notamment des marchandises vendues, comme l'a très vite compris Alibaba dans la traçabilité alimentaire via sa compatibilité ascendante originelle. Les enjeux bien identifiés sont : transparence, traçabilité, sécurisation des échanges, grand livre comptable partagé, smart contract, consensus de validation (proof of work, proof of stake, Po Authority ...) et des centaines d'autres

pour répartir plus intelligemment encore le pouvoir et les validations des décideurs et des influenceurs tant au niveau opérationnel que de la gouvernance des organisations.

La phase de conception, puis celle de preuves de concepts sont maintenant courantes dans plusieurs industries avec une période désormais bien enclenchée de mise en production par les grands acteurs mondiaux et des startups aidées des éditeurs bien connus comme IBM, Accenture, SAP, Microsoft. Les GAFAs ne sont pas en reste du côté occidental mais une lame de fond se construit avant de déferler hors de Chine.



Les plateformes de blockchain des BATXJH (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi, Huawei, JD.com) ont été identifiées grâce à la vigilance de notre réseau CCE et nous avons découvert des livres blancs, tous plus ambitieux et impressionnants les uns que les autres, avec en ligne de mire la conquête de l'international. Le point commun à tous ces « *game changers* » sortant de Chine : une connaissance et une posture de leaders mondiaux dans leurs domaines de compétence du numérique et un levier de relais avec la blockchain...

Au niveau du matériel (hardware), la supériorité chinoise est évidente, les trois premiers vendeurs mondiaux d'équipement pour blockchain étant Bitland, Jianan Zhizhi et Yibang Technology.

L'insuffisance des moyens humains dans le domaine incite les universités de plusieurs provinces chinoises à explorer les modèles de formation des talents les plus efficaces.

Ces acteurs - à commencer par les plateformes des BATXJH - sont tous en phase de déploiement de leur stratégie mondiale d'appropriation de cette nouvelle vague de technologies disruptives avec des communautés acquises au digital et notamment mobiles sur smartphone. JD a lancé la « Coalition Jingdong pour la qualité anti-contrefaçon » (JQACC) a vocation clairement internationale. Ces nouveaux usages de transparence et de répartition des pouvoirs décisionnels perturbent l'ordre établi des anciens modèles étatiques et/ou organisationnels pour bouleverser les écosystèmes traditionnels, avec à la clé un gain de productivité et de transparence pour l'ensemble des parties prenantes.

Une application pratique évidente est explorée pour la sécurité des opérations financières. Depuis 2017, plusieurs banques chinoises ont commencé à concevoir en domestique une alliance pour l'échange sécurisé de messages et constituent depuis lors leurs propres plateformes de financement du commerce utilisant la blockchain. Cette infrastructure applicable aux crédits et garanties mais également à l'affacturage et à l'escompte peut s'ouvrir rapidement aux agences à l'étranger et aux banques correspondantes. Le 25 juin, Jack Ma, patron d'Alibaba, a annoncé le succès d'une tentative de transfert de fonds utilisant la blockchain en seulement 3 secondes entre Alipay Hong Kong et le système compatible GCash aux Philippines, annonçant son intention d'étendre rapidement ce service au monde entier.

Toute médaille ayant son revers, la supervision directe du Parti communiste sur les standards de cryptage en Chine expose potentiellement les entreprises étrangères à un risque de détérioration de leur image et au vol de propriété industrielle.

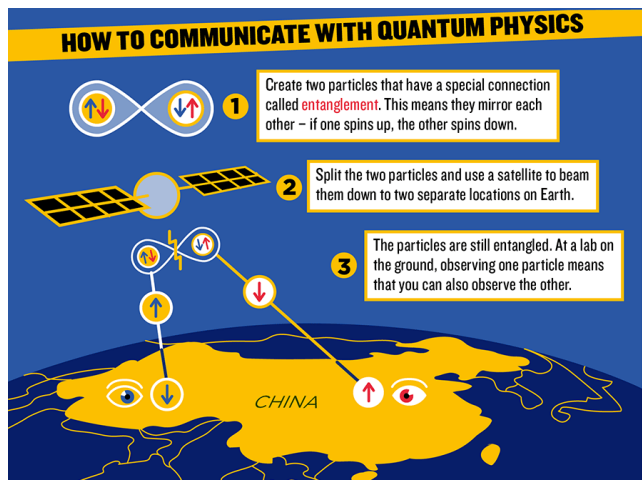
Le Cantique des quantiques : nouvelle musique de sphères qui s'affrontent

Déjà engagée dans des pays comme la Chine et la Russie, l'informatique quantique se profile également à l'horizon pour offrir une couche supplémentaire de « suprématie digitale », notamment sur la blockchain. Complémentaires, ces deux technologies de rupture visent toutes deux à sécuriser les échanges de données sur une échelle malheureusement trop mal appréhendée à ce jour en France. Cette complémentarité et ce décuplement des synergies se fait soit par la traçabilité absolue sur l'ensemble de la chaîne de valeurs soit par l'invulnérabilité du cryptage sur de nouvelles échelles de grandeur.

Les révélations de l'espionnage des télécommunications sur une grande échelle par la NSA fait de la cryptographie quantique une solution indispensable pour la sécurité absolue. La Chine semble être en avance sur ses concurrents : l'Institut de technologie quantique de Jinan déploie déjà dans le Shandong un réseau de liaison sécurisé pour 200 utilisateurs ; toute tentative de piratage déclenche automatiquement une modification des particules lumineuses utilisées pour le cryptage et avertit le réseau de la menace.

Après les exploits du satellite Mozi (nom du philosophe Micius) - le projet militaire QUESS ayant réussi une communication satellitaire quantique à l'invulnérabilité parfaite entre Vienne en Autriche et Pékin - Alibaba a de son côté développé une offre commerciale civile d'informatique quantique dans le cloud. Les solutions de crypto-actifs sont au cœur du déploiement de la blockchain, des smart contracts, des consensus de validation, de la smart tokenisation, et les solutions quantiques sont des dizaines de millions de fois plus rapides (10 puissance 8 selon Google qui utilise le Canadien D-Wave) pour craquer les clés de cryptage sur lesquelles reposent toutes nos vies digitales.

Au moment où le gouvernement américain appelait déjà de ses vœux l'usage de la blockchain comme outil d'éradication du piratage, le gouvernement chinois avait déjà inscrit la trajectoire des investissements en informatique quantique dans



les plans 2013 du Parti Communiste. La Chine mène la nouvelle déferlante de la troisième révolution de l'internet avec la blockchain et de sa couche de sécurité quantique.

A l'ère de nouveaux paradigmes de conquête et de suprématie voire de souveraineté, ces technologies empièées vont devenir un domaine essentiel de compétition et de guerre commerciale bien plus perverse que celle des tarifs douaniers. Leurs conséquences, positives et négatives, risquent d'être irréversibles. Le rôle des CCE est d'aider les entreprises et autorités françaises à identifier les menaces et explorer les nouvelles opportunités ; blockchain et transmission quantique peuvent devenir un levier d'attractivité de la France et une offre à l'international.

■ Gilbert Réveillon, CCE France, avec Paul Clerc-Renaud et Christophe Granier

TRIBUNE ■■■

LES ÉTUDIANTS CHINOIS EN FRANCE : MIEUX ACCUEILLIR, UN PARI GAGNANT

La mobilité étudiante chinoise est la plus importante au monde et elle a augmenté de 40% ces 5 dernières années selon les chiffres clés de Campus France. Sur 4,6m d'étudiants internationaux dans le monde, plus de 600 000 sont chinois selon les chiffres 2017 du ministère chinois de l'éducation, une augmentation de 11,74% par rapport à 2016.

Les étudiants chinois continuent de privilégier en mobilité entrante les pays anglo-saxons : Etats-Unis (37%), Australie (11,4%) et Royaume-Uni (10, 9%), devant le Japon (10,6%) et le Canada (5,3%).

Quatrième pays d'accueil des étudiants internationaux (309 642 au total), la France se place en huitième position avec 3,2% d'étudiants chinois. La part de marché s'est réduite et les effectifs ont baissé de 3,2% entre 2011 et 2016 malgré une récente stabilisation. Les étudiants chinois forment la deuxième communauté des étudiants étrangers en France derrière les Marocains.

Si la majorité d'entre eux suit des cours à l'université (16 166), ils sont 19% dans les écoles de commerce (5 494 étudiants), et 13,4% en école d'ingénieurs (3 845). La Chine figure dans le top 5 des communautés doctorantes avec 1 951 étudiants.

Par sa place dans l'économie mondiale, la Chine est un vivier de choix pour recruter des étudiants. Pour autant, augmenter et attirer cette population étudiante ne doit pas nous empêcher d'apporter un aspect qualitatif à notre accueil.

Qui sont ces étudiants chinois et quelles sont leurs attentes ?

Hyper connectés et très bien renseignés, ces milléniaux basent leur choix sur les classements mondiaux, la réputation des écoles et la qualité des cursus proposés. Mais c'est aussi une population extrêmement exigeante en termes de services.

En Chine, l'éducation est le premier poste de dépense des familles. Dans le contexte des grands plans économiques initiés par le président chinois, tel Made in China 2025, la formation des talents est un enjeu. Si le gouvernement délivre environ 2 500 bourses par an pour la France (selon le Ministère chinois de l'éducation) plus de 90% des études sont à la charge des familles. Face à ces investissements qui peuvent dépasser 1m CNY pour un cursus de 4 ans, on comprend que les familles attendent ce qu'il y a de mieux en termes de niveau d'éducation, de services adaptés, de sécurité....

Ces étudiants ont déjà dès leur plus jeune âge suivi des cours intensifs d'anglais ou d'autres matières pour parfaire ou acquérir des connaissances, et n'hésitent pas à investir dans les services d'apprentissage éducatifs. Ils sont particulièrement demandeurs de services adaptés : services dédiés, accueil personnalisé, qui vont devenir des avantages concurrentiels pour les écoles.

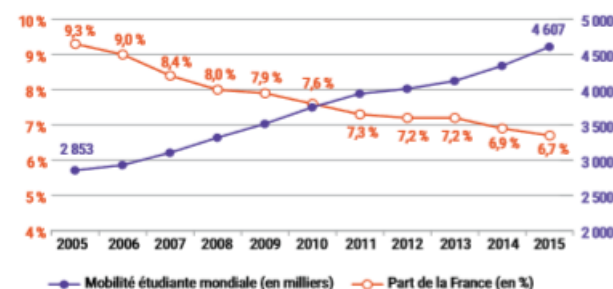
En France, si certains sont encadrés au sein de programmes d'échanges entre écoles ou universités, doctorants ou chercheurs, d'autres viennent étudier par eux-mêmes. C'est par exemple le cas dans les écoles de commerce.

Pour une majorité d'entre eux, la France est leur premier pays étranger d'accueil. Pour ces « primo arrivants », la rencontre avec notre pays peut représenter un véritable choc culturel. Dans le cas des écoles de commerce dans lesquelles la durée des études s'étale sur deux ans selon les cursus, les premiers mois représentent une phase d'adaptation : accoutumance à un nouvel environnement, apprentissage ou pratique de la langue française, familiarisation avec de nouveaux comportements sociaux, socialisation dans et en dehors des campus... Pour certains cette adaptation ne se fait pas sans mal, engendrant des situations de solitude, voire de dépression.

La majorité d'entre eux sont les étudiants les plus brillants de leur génération. Habités à la performance et à la compétition dès leur plus jeune âge, ils n'ont cependant pour la plupart pas ou peu appris à développer leurs « soft skills », ces compétences humaines qui permettent flexibilité et adaptabilité à un nouvel environnement et ils manquent souvent de confiance en eux. Leurs aspirations en termes de position ou de salaire sont souvent altérées par une mauvaise connaissance d'eux-mêmes.

Pour beaucoup de ces étudiants, rester en France n'est pas une option. Ils envisagent le retour en Chine après deux ans d'études et n'auront de toute évidence pas su capitaliser sur leur séjour en France.

ÉVOLUTION DE LA PART DE LA FRANCE DANS LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE MONDIALE DEPUIS 2005



Source : MESRI-DGESIP 2017, base de données UNESCO (extraction janvier 2018). Les données UNESCO pour la France ne sont pas représentatives du fait du changement du mode de comptage en 2013 (cf. Méthodologie).

Source : Chiffres-clés Campus France, avril 2018

480 000 étudiants « expatriés » sont rentrés en Chine en 2017, soit 11,2% de plus qu'en 2016 selon le ministère chinois de l'éducation. Deux éléments motivent principalement le retour de ces Haigui ou « tortues de mer » (海归) : les opportunités d'emploi dans la 2^e économie mondiale et les salaires et avantages qui y sont joints (même si souvent leur premier salaire n'est pas à la hauteur de leur espérance). Les Haigui bénéficient d'avantages fournis par les autorités : aide à l'accès au logement, certificat de départ certifiant leurs études en France, déductions de taxes en Chine pour ceux qui vont créer leur entreprise.

Comment attirer ce public chinois dans un contexte de plus en plus compétitif ?

De nouveaux acteurs apparaissent avec des choix d'études diversifiés. Les parts de marché de pays comme la Russie (en 6^e position derrière la France) ou les Pays-Bas augmentent. Dans ce contexte, la France, destination de qualité par excellence, est fortement mise en concurrence.

Les écoles ont pris toute la mesure de ce nouvel environnement stratégique. Nombreuses sont celles qui ont ouvert des bureaux en Chine et leur service commercial collabore sur place avec des agences publiques ou privées. Pour autant, notre pays n'est pas reconnu pour être une destination performante en termes de service, par opposition aux Etats-Unis. Les services carrières des écoles l'ont bien compris et sont en train de se réformer en profondeur pour proposer une offre différente face à une compétition accrue.

Dans un contexte de concurrence ouverte, la destination France et notre offre éducative sont mises au défi : il nous faut donc trouver le moyen de faire mieux pour maintenir et renforcer notre attractivité. Ainsi, les écoles vont devoir consolider leur offre : accueil personnalisé, qualité des cours, attractivité de la destination.

PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES ETUDIANTS ETRANGERS EN FRANCE (2017)					
Rang	Pays d'origine	Effectifs	Part	Evolution	
				2015-2016	2011-2016
1	Maroc	38002	11,7%	3,4%	17,0%
2	Chine	28760	8,9%	2,6%	-3,2%
3	Algérie	26116	8,1%	15,3%	10,0%
4	Tunisie	12390	3,8%	2,6%	-4,5%
5	Italie	12245	3,8%	9,4%	53,9%
6	Sénégal	9407	2,9%	4,8%	-1,5%
7	Allemagne	8398	2,6%	-1,6%	-4,6%
8	Espagne	7471	2,3%	9,6%	30,2%
9	Côte d'Ivoire	7135	2,2%	13,6%	64,7%
10	Cameroun	6936	2,1%	-0,4%	-7,3%
Total monde		323933	100,0%	4,6%	12,2%

Source : MESRI-DGESIP 2017

Quelles perspectives d'emploi en France pour ces étudiants chinois ?

Laurent Clementz, fondateur et CEO de 88JOBS, premier site européen de recrutement spécialisé dans les emplois bilingues français - chinois, nous a donné un panorama des opportunités d'emploi pour ces étudiants en France.

« La maîtrise du français est un critère majeur : les opportunités pour sino-anglophones en France sont réduites, l'employabilité des étudiants non francophones reste faible.

Les PME françaises, premier réseau créateur d'emplois en France, est un tissu majoritairement francophone. Quant aux grands groupes, ils ont des besoins contingentés en Europe, les autres entités ayant peu de volume d'offres par rapport au nombre d'étudiants chinois.

Pour les étudiants francophones, plus d'opportunités existent notamment dans les secteurs du commerce de détail, du luxe, de l'hôtellerie, de l'import-export et tous les secteurs qui ont des flux d'affaires avec la Chine.

Aussi peut-on s'interroger sur le projet d'étude de certains étudiants : ont-ils vraiment choisi la France par intérêt ? souhaitent-ils y faire carrière dans leur domaine d'excellence ? Leur choix est-il avant tout motivé par l'envie d'avoir un diplôme dans un pays étranger, avec un cursus en anglais comme c'est le cas dans les écoles de commerce ? Sur la durée des projets d'études qui vont de 2 à 4 ans, certains accumulent des expériences et restent rarement dans le même pays ; ils n'ont pas développé de projet typiquement franco-chinois. Peu intéressés en fin de compte par notre pays, ces étudiants seront moins perméables à l'influence culturelle de la France, à l'apprentissage du français et fourniront moins d'efforts pour s'adapter à l'écosystème français.

Les étudiants qui choisissent la France, qui sont francophones et se forment dans leur domaine d'excellence ont un véritable atout et logiquement plus d'employabilité. Ces étudiants rencontrés sur les campus des écoles de commerce nous expliquent ce qui a motivé leur choix de la France : attractivité de la France, attrait pour la langue et la culture française, réputation mondiale de certaines écoles et le moindre coût des études comparé à celui des cursus anglo-saxons.

Il est aussi intéressant de noter que les étudiants chinois dans les villes de province parlent en général mieux français, ont su créer un réseau local plus important et ont une employabilité accrue ; à l'opposé, ceux qui restent dans les grandes villes comme Paris font au final peu d'efforts d'intégration et donc sont sujets à moins d'employabilité. »

Parier sur le soft power éducatif français

Le secteur de l'enseignement supérieur peut rester un élément clé du soft power français. Les acteurs du secteur privé, universités ou agences comprennent qu'il faut se mobiliser toujours plus dans le cadre d'initiatives conjuguées pour mieux accueillir ces étudiants à fort potentiel.

Nous avons tous les atouts pour réussir et faire que les étudiants chinois deviennent la première communauté d'étudiants étrangers en France. N'oublions pas qu'une fois diplômés, ces francophiles pour la vie seront les prescripteurs de la destination France en Chine et des affaires franco-chinoises.

■ Anne Taupin, CCE France



BRI-DIGEST ...



OPINIONS ET REPORTAGES

La BRI vue de Hong Kong : Quelle place pour le port aux parfums sur les routes de la soie ?

A Hong Kong, il est tout simplement impossible d'échapper à la communication concernant le projet des routes de la soie ou de la Belt & Road Initiative (utilisons l'acronyme anglais BRI pour la suite de cet article, je ne peux pas m'habituer à la traduction française de "l'initiative la ceinture et la route"). Depuis quelques années, à chaque fois que je suis conviée à une cérémonie diplomatique ou gouvernementale, ou une rencontre avec les dirigeants locaux, je me diverts avant les petits fours, en répertoriant l'évocation du projet dans les discours des officiels ; je n'ai pas encore entendu un seul discours qui ne le mentionnait pas...

Fin juin 2018, le port aux parfums s'est aromatisé aux senteurs de la soie pour la troisième édition du forum BRI que les rédacteurs de « la Chine hors les murs » m'ont (fort cordialement) demandé de couvrir pour la lettre de juillet, espérant que cette lecture puisse faire concurrence aux mots croisés sur la plage.

On en entend tellement parler qu'on oublie parfois que la BRI n'a que 4 ans et demi si l'on considère le discours à Astana du Président Xi en 2013, comme la naissance de l'initiative qui aide la Chine à trouver sa place dans le système international. La BRI comporte deux ingrédients majeurs qui a priori placeraient Hong Kong au cœur des développements stratégiques de ce projet colossal : la **connexion** (notamment maritime) entre la Chine et le reste du monde (ou en tous cas des 65 ou 80 ou 90 pays qui sont concernés – le nombre lui-même change en fonction des discours), et la nécessité de trouver des **financements** majeurs pour réaliser cette connexion.

Super connecteur

En effet, la force économique de Hong Kong est basée sur son rôle de super connecteur pendant les décennies durant lesquelles on a vu la Chine délivrer des taux de croissance inégalés, tirés par les exportations et donc dépendants d'une place d'échanges acceptée par les acheteurs comme par les vendeurs, et prendre place comme le plus grand marché de la consommation au monde pour les biens et services souvent négociés et échangés à Hong Kong. Tout visiteur sur la route entre l'aéroport et la ville aura remarqué les montagnes de conteneurs stockés dans le port, remplis de biens qui ne sont ni destinés aux hongkongais, ni d'origine hongkongaise.

Place financière de premier ordre

De plus, même si les places financières de Shanghai et Shenzhen font de l'ombre à Hong Kong, et s'ouvrent depuis quelques années grâce aux programmes « Stock Connect » et « Bond Connect », même si le PIB de Hong Kong est depuis 2017 dépassé par celui de Shenzhen, même s'il est clair pour tous que Hong Kong doit s'aligner sur les décisions de Pékin, il n'en reste pas moins que le port aux parfums demeure le centre financier international de la Chine et que c'est donc ici que les grandes banques, les maisons de courtage, les sociétés d'assurance, les gérants d'actifs, les cabinets d'avocats sont à même de trouver des solutions pour attirer les capitaux et structurer ces flux dans un cadre réglementaire et législatif qui est accepté et respecté par tous les acteurs du commerce international et par les investisseurs.

Atouts multiples

Ce sont ces deux piliers, la connexion et le financement, qui ont été le plus évoqués pendant le Forum BRI organisé à Hong Kong et rassemblant plus de 5 000 participants dans le Centre de convention et d'exposition dans le port Victoria. L'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans « la ville chinoise la plus internationale, et une ville championne de la connectivité » (selon la chef exécutive de Hong Kong, Carrie Lam) est une base sûre pour le développement des plans chinois. On fait l'inventaire des atouts de Hong Kong notamment en matière de levée de capitaux (classement parmi les premières places financières pour les introductions en bourse), d'échanges de CNY (le premier pool offshore de la devise chinoise, avec 70% de part de marché pour les échanges en CNY), de capacité physique des échanges (projet d'extension de l'aéroport, nouveau centre de logistique de 200 000m², port de premier rang, autoroutes et voies ferroviaires connectant Hong Kong avec le sud de la Chine, projet « Guangdong - Hong Kong - Macao Greater Bay area », une zone générant un PIB de 1,5md USD (équivalent au PIB australien), ou encore des ambitions (fortes mais pas encore réalisées) de promotion de la finance verte.

Un dragon ne suffit pas toujours

Les représentants chinois se sont efforcés de présenter la BRI dans son contexte transnational, ce n'est pas un « solo chinois » (Xiao Yaqing, président de la SASAC) mais « une proposition chinoise pour créer une prospérité mondiale » (Madame Gao Yan, vice-ministre du Commerce), et la BRI a besoin de Hong Kong pour fleurir. L'image de Hong Kong en tant qu'une des économies les plus libérales au monde (même si le comité local des CCE pourrait peindre une réalité

différente des classements et sondages d'opinion) serait-elle une aubaine pour faire taire les critiques de la BRI ? Son positionnement stratégique entre l'est et l'ouest, entre l'Asie du Nord et l'Asie du Sud, entre la Chine et l'Asie du Sud-Est a été évoqué plusieurs fois pendant le Forum. C'est d'ailleurs un représentant de l'ASEAN qui a été invité à conclure la partie des discours officiels. Le vice-premier ministre thaïlandais Jatusritapak a fait l'éloge de tous les avantages économiques et financiers de la BRI notamment en matière d'infrastructures et de partenariat entre les entreprises et le gouvernement. Il aurait dû d'ailleurs s'arrêter ici, au lieu d'abuser de son temps de parole et de s'emmêler les pinces en évoquant un dragon (animal populaire et révérend par ici !) dont la tête serait le Greater Bay Area et le corps les pays de l'ASEAN, sans réussir à enthousiasmer le public du forum pourtant à majorité chinoise et donc enclin à apprécier la métaphore. Les panels suivants, qu'ils soient constitués de représentants de petites ou grandes entreprises, du secteur privé ou public, d'autorités nationales ou étrangères, ont répété le même mantra. Les Indonésiens se sont montrés les plus convainçants et les plus optimistes tout en étant lucides sur les difficultés à réaliser rapidement une pléthore de projets, tout en prenant en compte des risques, notamment la corruption, l'endettement et l'impact écologique.

Bénéfices en cas de succès et ... en cas de problème

Les dimensions géopolitiques de la BRI nécessitent une collaboration internationale pour laquelle Hong Kong est parfaitement qualifiée. Beaucoup des grands acteurs de l'initiative, notamment les grandes sociétés étatiques chinoises, les banques chinoises et internationales, les entreprises du BTP, les sociétés de conseil, sont présents à Hong Kong et très impliqués dans les projets de la BRI. Pour les entreprises françaises qui souhaitent profiter du mouvement, il serait judicieux de considérer comment cette participation peut se gérer à partir de Hong Kong. En cas de disputes sur certains de ces projets, Hong Kong revendique dès à présent sa position de capitale de l'arbitrage juridique, un autre type de services dont les acteurs de la BRI auront probablement besoin dans le futur.

■ Karine Hirn, CCE Hong Kong

ACTUALITÉ DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE (DERNIER BIMESTRE)

- Une campagne organisée sous l'égide de l'initiative BRI va permettre à 8000 patients de la province de Kompong Cham au Cambodge d'être opérés gratuitement de la cataracte par des chirurgiens chinois (HKTCDC, 18/5)
- Inditex et l'université pékinoise Tsinghua lancent un programme d'éducation ouvert à 52 pays de l'initiative BRI à travers le fonds TIBRESF abondé pour 400k EUR par le groupe textile espagnol (Inditex, 23/5)
- Han Zheng, 1er vice-premier ministre exécutif, prend la direction du groupe de travail sur la BRI et appelle à améliorer la « connectivité des infrastructures, des politiques, des réglementations et des normes » (AmbaFrance, 28/5)
- Selon le Ministère du Commerce, la Chine a signé avec les pays de l'initiative BRI 389md USD de contrats commerciaux au cours des 4 premiers mois de l'année (+19,2% par rapport à la même période de 2017). Ses investissements directs non financiers dans ces pays ont totalisé 4,7md USD (+17,3%) (Xinhua, 31/5)
- Le Center for China and Globalization propose de construire une gouvernance internationale et un cadre juridique pour la BRI, avec la création d'un Conseil international de coopération, la rédaction d'une Charte commune de la BRI et la mise en place d'une Commission juridique internationale (AmbaFrance, 4/6)
- Le gouvernement du Myanmar reconsidère de façon critique le projet géant (9md USD) d'aménagement du port en eau profonde de Kyaukpu labellisé BRI et financé par la Chine (CER, 5/6)
- Le gouvernement népalais émet des opinions discordantes sur la réalisation effective du projet labellisé BRI du barrage de West Seti attribué à China 3 Gorges (SCMP, 5/6)
- Publié par l'association chinoise des contracteurs et l'agence de notation Dagong, l'indice de développement des infrastructures de la BRI s'établit à 124 en 2018 contre 113 en 2017. Pour la 2^e année consécutive, l'Indonésie est le premier pays contributeur à cet index, devant Singapour et le Pakistan (CD, 8/6)
- Selon le représentant permanent de la Chine à l'ONU, plus de 20 pays d'Afrique sont concernés par la BRI, et 39 projets de grande envergure dans 17 domaines différents y ont déjà été conclus (Focac, 14/6)
- Dans son rapport, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures déclare 4,2md USD de financements en 2017, en augmentation de 150% par rapport à 2016, sa première année complète d'exercice (Caixin, 25/6)
- Le Belt & Road Global Forum, alliance rassemblant 110 membres de 29 pays, est inauguré à Hong Kong (XH, 27/6)
- Selon Se Win, Ministre du Plan et des Finances, le Myanmar va « chercher à réduire la taille » de la zone économique spéciale autour du port de Kyaukphyu dont la réalisation a été attribuée à CITIC (Nikkei, 4/7)
- Inauguration officielle de la première phase de la zone commerciale spéciale de Djibouti (Caixin, 9/7)

Lectures conseillées :

- **Belt & Road Interview Series - Gordon Orr**, Beltandroadblog, 16 juin 2018 : l'analyse rétrospective du fondateur et directeur du bureau de McKinsey à Pékin et directeur de McKinsey Asie de 2009 à 2014
<https://beltandroad.ventures/beltandroadblog/2018/6/16/belt-and-road-interview-series-gordon-orr>

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE ...

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Les importations chinoises de gaz naturel liquéfié, substitut au charbon, ont atteint 15,75mt au cours des quatre premiers mois de l'année, en hausse de 58,3% par rapport à la période équivalente de 2017 (Xinhua, 26/5)
- Le réseau social digital Douyin, qui propose mini vidéos et musique et sur lequel la marque Dior est présente, est consulté chaque jour en Chine par 72% des jeunes de la génération née à partir de 1995 (Jing Daily, 27/5)
- Ayant levé sans difficulté 10md USD, la société de fintech Ant Financial, récemment détachée d'Alibaba, devient la licorne la plus grosse au monde avec une valeur totale estimée de 150md USD (Les Echos, 30/5)

- Selon le dernier rapport d'AidData, la Chine - grâce à ses programmes d'aide - est passée en 3 ans de la 29^e place sur 33 à la 21^e place sur les 35 pays les plus influents de la planète (SCMP, 31/5)
- Dans le nouveau classement BrandZ, Tencent devient la 5^e et Alibaba la 9^e marque mondiale (CD, 1/6)
- Durant le 1^{er} trimestre 2018, les investisseurs chinois ont investi 432m GBP dans l'immobilier londonien, soit seulement 6% des 7md investis lors de la même période en 2017 (Real Deal, 3/6)
- Sur l'ensemble des semiconducteurs utilisés en Chine, d'une valeur totale estimée à 190md USD, seuls 10% sont manufacturés sur place (WSJ, 5/6)
- Avec 230md CNY nets (environ 36md USD) sur les cinq premiers mois de l'année, les investisseurs institutionnels étrangers ont été les premiers acheteurs de dette souveraine chinoise (Les Echos, 15/6)
- Selon Bloomberg, l'arrêt des subventions du gouvernement chinois à l'installation de fermes solaires sur son territoire pourrait faire reculer le marché mondial de 3% en 2018 (Les Echos, 3/7)
- Selon l'étude annuelle de PWC, les chinois Tencent (5^e) et Alibaba (7^e) figurent dans les 10 premières capitalisations boursières dans le monde (Les Echos, 5/7)
- Au cours des 15 dernières années, la Chine a investi 16md USD dans les TIC et les Télécoms du Nigéria, soit la moitié du total des investissements directs étrangers dans ce secteur (Ecofin, 6/7)
- La Chine détient 72% de la dette du Kenya à fin mars 2018, 9 fois plus que la France, 2^e créancier (Quartz, 10/7)
- Le portefeuille de participations étrangères du fonds souverain China Investment Corp a généré un revenu record de 104md USD en 2017 contre seulement 75md en 2016 (Caixin, 10/7)
- Selon un sondage de Hurun sur la consommation de luxe en Chine, 37% des familles chinoises de grande fortune (évaluées au total à 1,47m d'unités) envisagent d'émigrer (Independent, 12/7)

Politique extérieure, décisions relatives à la mondialisation

- La banque centrale chinoise renouvelle l'échange de devises de 20md CNY avec le Pakistan (GT, 24/5)
- Deux jours après avoir rompu ses liens avec Taïwan, le Burkina Faso noue des relations diplomatiques avec la Chine. Le seul pays africain à reconnaître encore Taïwan et non la Chine est le Swaziland (Reuters, 26/5)
- La NDB, banque des BRICS va émettre 10md CNY d'obligations en monnaie chinoise (AmbaFrance DGT, 28/5)
- La Chine abaisse de façon significative le 1^{er} juillet ses droits d'importation sur des produits de consommation courante : vêtements, produits de nettoyage, équipements de la maison, etc. (China Briefing, 4/6)
- Xi Jinping annonce la mise en place d'une facilité de crédit spéciale de 30md CNY en faveur du consortium interbancaire de l'Organisation de Coopération de Shanghai (GT, 10/6)
- Une zone de démonstration consacrée à la coopération économique et commerciale avec les 18 pays d'Europe centrale et orientale est officiellement lancée à Ningbo dans le Zhejiang (Xinhua, 11/6)
- La Chine annonce que le traité fiscal bilatéral avec le Cambodge et son protocole annexe entrent en force (AB, 7/6)
- 50 pays africains participent à Pékin au premier forum Chine-Afrique sur la défense et la sécurité organisé par le ministère chinois de la Défense nationale (Focac, 28/6)

CHRONIQUE DU FRONT DE LA GUERRE COMMERCIALE AMERICAINE CONTRE LA CHINE

Si le 19 mai, la mission aux Etats-Unis du vice premier ministre Liu He donne lieu à des entretiens qualifiés de « positifs, pragmatiques, constructifs et fructueux » (CD 21/5) et au moment où la Chine fait preuve de bonne volonté en abaissant ses droits de douane sur les automobiles (CER, 23/5) et en simplifiant les procédures d'enregistrement des entreprises étrangères (CD, 23/5), le conseiller pour le commerce de la Maison Blanche Peter Navarro contredit le Secrétaire d'Etat au Trésor Steve Mnuchin, ouvrant la porte au lancement des hostilités. Le Secrétaire au Commerce Wilbur Ross arrive à Pékin pour un 3^e round de discussions, porteur d'un message de fermeté sur les tarifs douaniers considéré par la partie chinoise comme empêchant tout accord (SCMP, 3/6)

Première salve : Le 15 juin, le président Trump annonce la levée de droits de douane de 25% sur 1102 produits chinois à partir du 6 juillet. Le Conseil d'Etat chinois annonce une mesure identique sur 659 produits américains (Les Echos, 15/6) En visite à Pékin, Jyrki Katainen, vice-président de la Commission Européenne, annonce la constitution d'un groupe de travail sino-européen pour contrer l'unilatéralisme américain dans le cadre de l'OMC.

Le 6 juillet, c'est sur un montant inférieur d'importations respectives (34m USD au lieu de 50 et 818 produits) que les Etats-Unis imposent 25% de droits, immédiatement imités par la Chine sur 545 produits (Les Echos, 6/7). Le même jour, la Chine dépose auprès de l'OMC un recours dans le cadre de la section 301 du règlement (Xinhua, 7/7)

Deuxième salve : Le 10 juillet, la Maison Blanche demande à Robert Lighthizer, son Représentant au Commerce, de préparer pour septembre des surtaxes additionnelles de 10% sur 200md USD de produits chinois. Le Ministère chinois du commerce annonce devoir prendre des mesures de représailles nécessaires (Challenges, 11/7)

Dans un cas connexe lié, la mission de Wilbur Ross à Pékin a permis aux Etats-Unis de proposer un plan de sauvetage de l'équipementier télécom ZTE, dont l'interdiction d'achat pendant 7 ans de fournitures américaines peut être levée contre paiement d'une amende de 1md USD et le dépôt en compte séquestre de 400m (Les Echos, 7/6). En contrepartie de cette solution, la Chine accepte la reprise du fabricant néerlandais de semiconducteurs NXP par Qualcomm (Bloomberg, 28/5)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Unique avion développé indépendamment à ce jour par une société privée chinoise, le premier 4 places monomoteur Guanyi GA20 sort des chaînes de montage de Nanchang dans le Jiangxi (Xinhua, 21/5)
- Première société chinoise privée de credit-scoring, Baihang est créée à Shenzhen par 8 actionnaires (Xinhua, 24/5)
- Mis au point en Chine, un riz hybride croissant dans des eaux saumâtres va être acclimaté à Dubai (SCMP, 31/5)
- Un professeur d'université de Pékin recommande de suspendre le plan « Made in China 2015 » en tant que plan de développement et de le transformer en recommandations de transformation industrielle (SCMP, 4/6)
- ONO est le premier réseau social chinois à lancer une version basée sur la technique blockchain (Technode, 7/6)
- Le premier EPR du monde démarre dans la centrale nucléaire de Taishan (Les Echos, 7/6)

- L'administration nationale chinoise pour l'Espace annonce que l'alunissage de Chang'e 5, première mission au monde qui sera réalisée sur la face cachée, aura lieu dans le cratère Lagrange (Xinhua, 7/6) et fournit les clichés de ce site grâce au satellite Queqiao, arrivé en orbite halo ultrasophistiquée autour de la Lune et à une caméra conçue dans la Cité technologique Roi Abdulaziz en Arabie Saoudite (Xinhua, 15/6)
- Les dernières préconisations du ministère de la Science et de la Technologie et de celui des Finances sont de porter à 700 le nombre de laboratoires d'innovation en 2020, soit plus du triple du total actuel (Xinhua, 29/6)
- En collaborant avec Baidu, Intercontinental Hotel Group a développé plusieurs « chambres intelligentes » répondant aux questions de base des clients dans son hôtel de Sanlitun à Pékin (GT, 5/7)
- En lançant « WePage » (surnommé WeChatpédia), l'application WeChat de Tencent offre aux marques et aux détaillants l'opportunité de créer leur propre écosystème intégré (Jing Daily, 10/7)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- China Telecom publie un livre blanc détaillant pour les fabricants ses prérequis pour un téléphone mobile à coût réduit doté d'intelligence artificielle (CD, 18/5)
- TCL investit 16,7md USD dans une nouvelle usine d'écrans LED de 11^e génération concurrençant les producteurs coréens et taiwanais, qui atteindra sa production de masse en 2021 (Caixin, 23/5)
- Alibaba et sa filiale Cainiao montent à 10% de contrôle dans ZTO, leader chinois de la logistique (Caixin, 29/5)
- Les PC de Toshiba, inventeur de l'ordinateur portable pour particuliers, sont cédés pour un prix quasi symbolique au japonais Sharp, contrôlé par le géant taiwanais Hon Hai (Foxconn) très actif en Chine (Les Echos, 5/6)
- Le japonais Otaku Mode, distributeur entre autres de la marque Pokémon, signe un accord d'exclusivité avec la plateforme d'e-commerce Tmall d'Alibaba (Communiqué, 9/6)
- Les sociétés nationales pétrolières Petrochina, Sinopec et CNOOC devraient fusionner leurs activités de transport d'hydrocarbures pour former China Pipelines Corp, détenue à moins de 50% par des capitaux publics (GT, 13/6)

Accords, contrats et marchés significatifs

- BYD signe un contrat de 689m USD pour la fourniture d'un monorail de transport urbain léger à la ville de Salvador de Bahia au Brésil (GT, 24/5)
- La Chine et le Mozambique concluent des accords par lesquels la Chine financera pour 100m USD des projets liés à l'éducation, l'infrastructure et l'agriculture (Ecofin, 5/6)
- La Chine et la Russie signent un accord de facilitation des transports routiers transfrontières qui lève la limitation des itinéraires en adoptant le programme TIR de l'ONU (GT, 5/6)
- Le Zimbabwe et la Chine signent un protocole de 1md USD pour la construction d'une aciérie d'une capacité de 2mt par an, projet mené par Afrochine, filiale zimbabwéenne de l'aciériste chinois Tsingshan (Xinhua, 11/6)
- Le CFIUS, comité américain d'examen des projets d'investissement étrangers, donne son feu vert à l'acquisition de la société d'assurance des Etats Unis Genworth Financial par China Oceanwide (Caixin, 12/6)
- La Chine et le Népal signent 8 accords d'une valeur de 2,4md USD dans l'hydroélectricité, les ressources en eau et l'agriculture et conviennent de la construction d'une voie ferrée Khatmandu-Tibet (Libération, 21/6)
- Dans le cadre d'un contrat de fourniture de 20 unités, CRRC Zhuzhou exporte 4 locomotives hybrides de manœuvre en Allemagne pour Deutsche Bahn, première opération de ce genre en faveur d'un pays occidental (Xinhua, 25/6)
- China National Aero Technology International Engineering Corp est retenue pour la construction de la première route revêtue reliant le Kenya du nord-ouest et le Soudan du sud (Xinhua, 27/6)
- Sinopec International Petroleum Service signe avec Kuwait Oil un contrat de fourniture d'équipement de forage de 1,06md USD, ce qui représente plus de 14% de son chiffre d'affaires de 2017 en une seule opération (Caixin, 5/7)
- Huawei remporte un contrat de 136m USD pour équiper les trains de la province occidentale de l'Australie d'un système de transmission digitale vocale et de données (GT, 9/7)

Investissements, acquisitions

- Malgré l'opposition antérieure du gouvernement du pays, le chinois Tianqi acquiert 24% du capital du producteur chilien de lithium SQM pour 4,1md USD (FT, 18/5)
- Alibaba investit plus de 20m USD dans la plateforme britannique de prêt à porter Ordre (Jing Daily, 20/5)
- Le fabricant chinois de pièces automobiles Ningbo Jifeng acquiert son concurrent allemand Grammer (Caixin, 29/5)
- L'énergéticien chinois Trina Solar acquiert pour un prix indéterminé la société espagnole Nclave, leader mondial des systèmes de positionnement solaire (GT, 29/5)
- NetEase, 2^e créateur chinois de jeux vidéo, achète pour 100m USD une part minoritaire et obtient un siège au conseil d'administration de son concurrent américain Bungie, développeur à succès (Caixin, 4/6)
- CITIC Mines va déboursier 723m CAD pour devenir le 1^{er} actionnaire du canadien Ivanhoé, possesseur de gisements de cuivre, zinc et platine en Afrique du sud (Bloomberg, 11/6)
- Fosun annonce avoir signé un contrat pour acquérir le fabricant allemand de systèmes automatisés pour l'industrie automobile FFT GmbH (GT, 20/6)
- Qixiang Tengda, filiale à 100% du groupe chinois privé Cedar Holdings, acquiert 51% du capital de Granite Capital, filiale de distribution de dérivés d'hydrocarbures du pétrochimiste singapourien Integra (Xinhua, 28/6)
- China Merchants et le gestionnaire d'actifs chinois SPF participent à hauteur de 40% dans un fonds de 100md CNY créé par le britannique Centricus et destiné à investir dans des sociétés technologiques (Reuters 2/7)
- Tiancheng Controls va acquérir Acro, fabricant britannique de sièges d'avions pour classe économique (GT, 15/7)

Désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Pour des raisons de sécurité nationale, le gouvernement d'Ottawa ordonne au conglomérat chinois CCCC de retirer son offre de rachat pour 950m USD de la société canadienne de construction Aecon (WSJ, 24/5)
- Selon Zhang Ming, chef de la mission chinoise auprès de l'UE, seulement 4% des investissements étrangers de l'Union européenne sont réalisés en Chine, et 2% des investissements chinois le sont dans l'Union (Xinhua, 24/5)

- Selon Associated Press, les Etats Unis vont limiter à un an les visas pour les étudiants chinois dans les secteurs hi-tech (robotique, aviation) et soumettre les expatriés chinois dans des entreprises sensibles aux Etats Unis à plusieurs contrôles croisés dans le cadre d'une protection contre le plan « Made in China 2025 » (Quartz, 30/5)
- Dans le cadre de son désendettement, le groupe HNA ferme sa branche Innovation Finance de Hong Kong qui était chargée entre autres de faciliter les investissements du groupe dans les pays de l'initiative BRI (SCMP, 15/6)
- Les limitations imposées par le gouvernement local (hausse des taxes et contrôle bancaire) ont fait chuter de 23% les investissements immobiliers chinois en Australie en 2017 par rapport à l'année précédente (GT, 20/6) Au 1^{er} semestre 2018, les mêmes investissements chutent de 81%, à leur plus bas niveau depuis 6 ans (GT, 9/7)
- Une nouvelle loi australienne visant sans doute la Chine demande aux lobbyistes étrangers de s'enregistrer et instaure des condamnations pour ceux qui s'immisceraient dans les affaires intérieures (Reuters, 27/6)
- HNA invoque des difficultés de trésorerie pour retirer son offre d'achat de la branche logistique du froid de l'Australien Automotive Holdings Group, en cours d'examen par l'autorité de tutelle australienne (Caixin, 3/7)
- Selon Nissan et NEC qui avaient convenu de lui céder leur J/V de fabrication de batteries lithium-ion pour 1md USD, le Chinois GSR manque de financement et le deal est donc caduc (Caixin, 3/7)
- La Maison Blanche recommande l'interdiction de l'accès de China Mobile au marché américain, citant des problèmes de sécurité nationale non résolus (CER, 3/7)
- Dans une situation difficile après son interdiction aux Etats Unis (cf. Guerre Commerciale ci-dessus), ZTE perd au profit d'Ericsson un contrat de 600m EUR de fourniture d'équipements sans fil à l'italien Wind Tre (Bloomberg, 4/7)
- Des considérations de sécurité nationale émises par l'autorité de tutelle entraînent l'échec du rachat du producteur britannique de pièces aéronautiques Northern Aerospace par le chinois Ligeance Mineral Resources (Caixin, 11/7)
- Le nouveau gouvernement malais suspend trois projets d'infrastructure attribués à des entreprises chinoises pour une valeur combinée d'environ 22md USD (CER, 5/7) et réduit des commandes de matériel (Nikkei, 12/7)

Projets en cours

- Le géant chinois Chinalco prévoit d'investir 164m USD dans le projet de bauxite de Boffa en Guinée (Intelivoire, 21/5)
- Le conglomérat agroalimentaire COFCO considère l'acquisition en Russie du sud d'un terminal d'une capacité de 10mt par an pour acheminer en Chine céréales et huiles alimentaires (GT, 24/5)
- Le distributeur d'électricité State Grid prévoit d'investir 38md USD au Brésil en cinq ans (GT, 31/5)
- Le groupe hongkongais Cheung Kong Hutchison offre 13md AUD (10md USD) pour le rachat d'APA, major australien des pipelines d'hydrocarbures et de l'industrie éolienne (SCMP, 13/6)
- Tencent projette d'acheter 10% de l'éditeur de jeux électroniques sud-coréen Bluehole (GT, 14/6)
- Kyriad, chaîne de 3 étoiles filiale de Louvre Hotels, contrôlé par le chinois Jinjiang, annonce pour 2019 un déploiement massif (147 hôtels de plus que les 243 existants) en Asie, Afrique du Nord et au Moyen Orient (Les Echos, 20/6)
- Les deux géants de la chimie chinoise Sinochem et Chemchina devraient fusionner (Reuters, 30/6)
- L'autorité australienne de contrôle des investissements étrangers accepte l'acquisition pour 1,4md USD du fabricant du traitement contre le cancer du foie Sirtex par un consortium chinois mené par CDH et CGPH (GT, 3/7)
- Après avoir conclu des accords commerciaux avec Mercedes et BMW, le fabricant chinois CATL (Amperex), leader mondial des batteries lithium-ion annonce qu'il va construire une usine en Thuringe (GT, 3/7)
- CRRC Ziyang prévoit d'installer une unité permanente de maintenance de locomotives à Libreville (Ecofin, 11/7)
- Fosun et Shandong Ruyi s'intéressent à Acne Studio, marque suédoise de mode pour les jeunes sur internet (Jing Daily, 14/7)
- Le conglomérat minier Pengxin International veut acquérir pour 1,1md USD le singapourien Agincourt Resources, qui lui donnerait le contrôle des mines d'or les plus riches d'Indonésie (Caixin, 17/7)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- Premier fabricant chinois de matériel d'embouteillage, Tech-Long crée en Inde une joint-venture avec le groupe émirati SURE (GT, 23/5)
- Cainiao, filiale logistique d'Alibaba, prévoit d'ouvrir des centres de distribution à Kuala Lumpur, Dubai, Moscou et Liège (Xinhua, 1/6)
- Moins de 2 ans après le début des travaux, l'usine de fabrication de médicaments du géant pharmaceutique chinois Sansheng est inaugurée dans la zone industrielle orientale d'Addis Abeba en Ethiopie (GT, 11/6)
- L'entreprise chinoise de courrier ZTO crée à Hong Kong une joint-venture de services logistiques avec le transporteur local PAL Air et Turkish Airlines (Caixin, 12/6)
- Après une période d'essai dans une banlieue de la ville, l'« Uber chinois » Didi Chuxing lance officiellement sa plateforme de partage automobile dans l'agglomération de Melbourne en Australie (GT, 15/6)
- Selon le Centre for China & Globalization, la Chine est le 2^e pays au monde pour le montant des remises reçues (25,3md USD en 2016) provenant des 95,4m d'immigrants chinois résidant à l'étranger (SCMP, 15/6)
- Le métallurgiste Jiuquan Iron & Steel accepte d'investir 3md US dans une nouvelle raffinerie d'aluminium à St Elizabeth Parish en Jamaïque (Caixin, 26/6)

Partenariats

- Signature d'un accord de partenariat stratégique entre Microsoft et le chinois DJI, premier fabricant mondial de drones, pour l'utilisation par ce dernier des programmes d'internet des objets et d'intelligence artificielle (GT, 21/5)
- Alibaba et le gouvernement thaï lancent leur coopération pour la formation des PME et des jeunes talents au numérique (GT, 22/5)
- La startup cantonaise CloudWalk et le gouvernement du Zimbabwe ont signé en mars un accord de partenariat stratégique pour entreprendre un programme de reconnaissance faciale à l'échelle du pays africain (Quartz, 25/5)
- Hainan Airlines et Virgin Australia vont partager leurs codes de vol et programmes de fidélité (Agences, 6/6)

- Minmetals et Rio Tinto créent une j/v consacrée dans un premier temps à la recherche de minerais métallifères en Chine mais qui pourra se développer dans le monde entier (Reuters, 7/6)
- Air China signe un accord commercial étroit avec Air Canada (le premier entre une compagnie chinoise et une nord-américaine), dans les termes de ceux qu'il entretient déjà avec Air New Zealand et Lufthansa (Caixin, 7/6)
- Tencent et l'américain Bad Robot, agence du producteur réalisateur de « Star Wars » et « Westworld » signent avec l'appui de Warner Bros un accord pour créer des jeux vidéo (Caixin, 11/6)
- Google et JD.com, 2^e entreprise chinoise de commerce électronique, annoncent un partenariat stratégique et l'investissement de 550m USD du premier dans le capital du second (CNBC, 18/6)

Actions et événements concernant l'image de « China Inc. » à l'étranger

- L'autorité anti-trust chinoise donne son accord au rachat des mémoires Toshiba par Bain Capital (CER, 17/5)
- Citant la militarisation de la mer de Chine du sud, le Pentagone annule l'invitation faite à la marine chinoise de participer aux manœuvres navales internationales prévues dans le Pacifique (SCMP, 24/5)
- Après 14 000km de route, la flotte de véhicules 4x4 Boyue en provenance de Xi'an arrive à Francfort où elle célèbre la coopération de 12 ans entre la firme automobile chinoise Geely et le pétrolier Shell (Xinhua, 25/5)
- A la suite du 4^e décès en 10 mois d'ouvriers chinois par accident du travail dans ce pays, la Chine blackliste une série de sites de construction en Israël (Caixin, 30/5)
- Les actions cotées en Chine (A shares) sont incluses dans l'Index MSCI des pays émergents (Bloomberg, 1/6)
- Le centre de R&D de Huawei à Shenzhen va accueillir 30 étudiants tunisiens pour une formation aux nouvelles technologies d'un an dans le cadre du programme « Semences du futur » (Tekiano, 2/6)
- Les fabricants de semi-conducteurs Samsung, SK Hynix et US Micron font face à une enquête de l'Administration chinoise de régulation du marché pour pratique de prix de monopole (CD, 6/6)
- Livraison de l'immeuble de l'Assemblée nationale togolaise offert par la Chine (Focac, 6/6)
- Selon le Washington Post, des hackers chinois auraient volé à la marine américaine une masse importante de documents secrets, parmi lesquels les plans d'un nouveau missile antinavire supersonique (Les Echos, 9/6)
- La Chine débloque une aide médicale de 6m USD en faveur de la Libye (Focac, 12/6)
- L'autorité de la concurrence chinoise retarde la fusion d'Essilor avec l'italien Luxottica (Le Monde, 2/7)
- La première mission archéologique chinoise en Egypte commencera en septembre à Louxor (Xinhua, 3/7)
- L'installation du réseau télécom nécessaire au déploiement d'internet sur l'île de Santiago au Cap Vert sera financée par l'aide chinoise officielle à hauteur de 5m USD (Ecofin, 4/7)
- Interdite par le gouvernement indonésien pour son contenu pornographique, inapproprié et blasphématoire (Reuters, 4/7), l'application vidéo Tiktok du chinois Douyin reconnaît sa responsabilité et peut réouvrir (id, 11/7)
- Lors du 8^e sommet ministériel du Forum de Coopération Chine Pays arabes, le président Xi promet 20md USD de prêts et des aides conséquentes à la Palestine, à la Jordanie, à la Syrie au Yémen et au Liban (Reuters, 10/7)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE CHINE ■■■

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- PingAn Insurance Group et Sanofi ont signé un protocole d'entente en matière de sensibilisation à la santé, la qualité et l'accès aux soins en Chine (GT, 31/5)
- CNLA, filiale de CNNC, et Orano Projets signent un accord pour les travaux préparatoires en Chine d'une usine de traitement et recyclage des combustibles nucléaires usés, d'une capacité de 800 tonnes (Euronext, 25/6)
- Baidu Baike, l'encyclopédie en ligne du moteur de recherche chinois, s'associe avec le Musée du château de Fontainebleau pour créer la première plateforme de « musée numérique » en France (Le Parisien, 1/7)
- Le groupe Alibaba et le groupe Bolloré annoncent un partenariat mondial pour développer des activités sur leurs marchés respectifs et explorer les opportunités commerciales dans les autres parties au monde (Challenges, 2/7)
- Apollo, plateforme collaborative pour la voiture autonome créée par le moteur de recherche Baidu et Valéo, équipementier automobile ont annoncé une coopération stratégique (Usine Nouvelle, 4/7)
- Le Centre National des Nanosciences et de la Technologie (CNNT) de Chine et le Centre d'ingénierie d'Airbus de Beijing ont signé un accord sur les nano composites polymères techniques, visant à créer un laboratoire conjoint en Chine pour explorer l'application technique des nanosciences dans l'industrie aéronautique (Xinhuanet, 5/7)
- Tmall, plateforme d'e-commerce d'Alibaba, et Eurovet, organisateur de salons français de lingerie, ont noué un partenariat pour diversifier l'offre de lingerie proposée aux consommateurs chinois (Fashion Network, 7/7)
- La biotech chinoise Tasly Biopharma et Transgene du groupe Mérieux, signent plusieurs accords pour le développement d'immunothérapies, avec la création d'une j-v dont Tasly détiendra les droits de recherche, développement et commercialisation, en échange de 48m USD en actions (Trading Bourse 10/7)

Investissements croisés

- Jaoboo Fashion Group, un investisseur hongkongais spécialiste de la distribution en Chine, rachète les activités de prêt-à-porter, à l'exclusion de la branche lingerie, du groupe Etam (Le Figaro, 18/5)
- Huazhu Hotels Group, groupe hôtelier chinois multimarques indique détenir 4,5% du capital d'Accord Hotels après une acquisition de 13,1 millions d'action (Les Echos, 22/5)

Services, culture, soft power, autres informations

- La compagnie française XL Airways inaugure au départ de Paris la première liaison européenne directe avec Jinan, chef-lieu du Shandong et sa première escale en Asie (Tourmag, 9/7)

Comité éditorial : Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong et Christophe Granier, CCE France